

## **Les céréales locales défendues au FSM**

Lors de l'édition dakaroise du Forum Social Mondial, la cause des céréales locales a largement été défendue. A tous les niveaux de la filière, les revendications se font l'écho d'une situation compliquée.

Durant la semaine du forum, une dizaine de stand a accueilli des associations de professionnels faisant la promotion les produits locaux sénégalais, dont les céréales.

Ces associations représentent les professionnels de la filière céréale à ses différents niveaux, même si l'on note une forte représentation des producteurs et des transformatrices. La plupart sont organisées en réseau, dont le but premier est de renforcer la capacité de négociations des professionnels. Cette dynamique a été fortement encouragée par les partenaires financiers des associations, dont ENDA Tiers-Monde au Sénégal. On peut cependant se demander si trop de réseaux n'étouffent pas dans l'œuf leur vocation. On trouve en effet aujourd'hui au Sénégal, une multitude de groupes différents, de transformatrices, de producteurs, de commerçants, qui finalement, démultipliés, font résonance à la situation antérieure : des unités, certes désormais composées de plusieurs membres, mais toujours isolées et en concurrence.

Cette remarque vaut surtout en milieu urbain, où les groupements de transformatrices organisés en réseau pullulent. On les identifie facilement au niveau d'UCAD 2 (Université Cheikh Anta Diop) avec leurs sachets conditionnés de céréales transformées et prêtes à l'emploi. Comme l'explique Madame Nafi Diagne Gueye, d'APROVAL (association des professionnelles pour la valorisation des produits locaux), cette activité a en effet explosé à Dakar et sa proche banlieue dans les dix dernières années, notamment en raison de l'émancipation de la femme, active, qui préfère désormais acheter les produits prêts à l'emploi.

Dans les zones rurales, la professionnalisation de la transformation des céréales locales n'est pas encore très répandue ; cela reste une activité au

sein du foyer. La mise en réseau peut alors être un outil particulièrement intéressant, pour permettre l'échange d'expériences et l'action collective afin d'alerter les responsables politiques sur la thématique de la souveraineté alimentaire.

Il est vrai, ces actions collectives sont plus que nécessaires. Plusieurs organisations ont donc pu profiter du forum pour souligner les problèmes majeurs concernant la valorisation de leurs céréales traditionnelles.

Tout d'abord, au niveau de l'approvisionnement, les producteurs agricoles ont interpellé les pouvoirs publics pour obtenir des semences de qualité, et certifiées, qui permettront un meilleur rendement, et donc une sécurisation de la profession.

Les acteurs (en grande majorité « actrices ») de la transformation n'ont pas été en reste, en profitant du Forum pour rencontrer des organisations de tout pays, avec une volonté affichée : mettre en place des échanges de compétences afin de renforcer leur technicité.

Si l'on s'attache maintenant à la dernière étape du circuit de la céréale locale, à savoir la commercialisation, les organisations soulignent les nombreux points d'amélioration à mettre en place : développement de circuits de commercialisation, réduction des intermédiaires, augmentation des capacités techniques des producteurs, afin qu'ils puissent vendre leurs produits aux meilleures conditions possibles (connaissance du marché en temps réel et adoption de comportements stratégiques). Si ces revendications peuvent paraître discordantes avec le mouvement altermondialiste, elles ne répondent pas moins à une volonté de mettre en place des alternatives respectant et valorisant les savoir-faire et les richesses locales, au nom de l'amélioration du bien-être des populations vulnérables.

C'est du moins le message qui a été porté lors de la table ronde organisée par l'association SOLIDARITÉ, en partenariat avec le CNCR, le mardi 8 février dans le village paysan. L'association a en effet durant toute la semaine promu les céréales locales via des expériences de

panification à 30 voire 50% de céréales locales, et la démonstration de réalisation de tortillas de maïs, chapatis de mil et galettes de manioc. Les retours de la part des professionnels mais aussi des consommateurs sénégalais et d'Afrique de l'Ouest ont été très positifs. Le problème majeur souligné durant la réunion reste toutefois le coût de production et la qualité de la farine réalisée à base de céréales locales tropicales. Pour y pallier, les minoteries s'investissent progressivement dans le développement de la production de farine fine de mil et de maïs (tels Sitrac ou Agridev au Sénégal). Les échanges d'expérience se multiplient également afin de former les boulangers sénégalais à produire ces pains à moindre coût.

Néanmoins, certaines organisations veulent peut-être aller trop vite. Madame Nafi Diagne Gueye par exemple, présidente de la Plateforme des organisations professionnelles de l'agroalimentaire du Sénégal, nous expliquait ainsi qu'il fallait exporter les produits transformés pour contourner la concurrence locale. Ne brûle-t-on pas les étapes en pensant ainsi ? Les actions locales, centrées sur la souveraineté alimentaire, n'arrive donc pas à se départir d'un certain

paradoxe, en lorgnant au-delà des frontières, « l'el dorado » occidental. Le paradoxe s'affirme également dans l'autre sens : le RESOPP par exemple, réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal qui a défendu tout au long du forum l'importance des céréales locales, organise aussi la vente de brisures de riz thaïlandais. Néanmoins, ce fait ne peut se départir d'une conscience de la réelle difficulté des conditions de vie dans le bassin arachidien sénégalais. La vente de produits importés vient compenser la faiblesse des revenus, et n'est pas perçue comme une solution à long terme pour se développer.

Ce fut d'ailleurs le message des femmes du POPAS, réunies pour une marche symbolique en ce dernier vendredi de rassemblement à l'université. Les pancartes brandies au son des tambours sénégalais ne pouvaient être plus claires : "Avec la Popas, réduisons les importations massives" ; "Pour la POPAS, la consommation locale est la seule alternative".

Pour nous aussi.

*Maëlle BOUVIER,  
assistante chargée de projets SOLIDARITÉ*

► **Pour aller plus loin :**

**[Article sur Penjeu de la souveraineté alimentaire durant le Forum Social Mondial](#)**

"Cheikh Gueye, secrétaire exécutif d'Enda Tiers Monde, défend la souveraineté alimentaire en tant que principe universel, qui prend le contrepied aux politiques d'extraversion récurrentes en Afrique depuis les Indépendances".

**[Article sur l'extrême pauvreté dans le monde en 2010](#)**

"En l'espace de 6 mois, et en raison de l'explosion des prix des denrées alimentaires sur le marché international, 44 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté". Aujourd'hui, 1,2 milliards de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour."

**[Déclaration finale de l'assemblée des mouvements sociaux au FSM \(10 février\)](#)**

"Nous exigeons la souveraineté alimentaire des peuples dans la définition de leur mode de vie. Nous exigeons la mise en place de politiques qui protègent les productions locales, donnent une légitimité aux tâches agricoles et conservent les valeurs ancestrales de la vie".